

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

ParlAmericas, le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA), le programme EurosociAL+ de l'Union européenne, et l'Organisation des États américains (OEA) organisent le webinaire *La Loi-type interaméricaine 2.0 sur l'accès à l'information publique pour les parlements d'Amérique et des Caraïbes*

La nouvelle Loi-type interaméricaine sur l'accès à l'information publique améliorera la transparence parlementaire

7 mai 2021 - Dans ce contexte de pandémie, la transparence et l'accès à l'information sont essentiels pour créer des ponts entre le gouvernement et les citoyens afin de relever ces défis avec davantage de responsabilité et de participation citoyenne. Ces questions sont particulièrement pertinentes dans la sphère parlementaire en raison de sa proximité avec les problèmes et les besoins du peuple, qui demande également à jouer un plus grand rôle dans la prise de décision et dans la construction de son propre avenir.

C'est pourquoi, suite à l'approbation de la Loi-type interaméricaine 2.0 sur l'accès à l'information publique par l'Assemblée annuelle de l'OEA en octobre 2020, il est important de faire part de sa nature et de sa portée aux parlementaires et aux fonctionnaires des parlements des Amériques et des Caraïbes, aux spécialistes internationaux et aux organismes chargés de la transparence, ainsi que de créer de nouveaux espaces de coopération.

Pour contribuer à cet effort, les parlements d'Amérique et des Caraïbes, ParlAmericas, le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA), le programme EurosociAL+ de l'Union européenne, et l'Organisation des États américains (OEA) organiseront le webinaire « La Loi-type interaméricaine 2.0 sur l'accès à l'information publique pour les parlements des Amériques et des Caraïbes ».

Cet événement comprendra une présentation de la Loi-type interaméricaine 2.0 sur l'accès à l'information publique, qui vise à servir de référence dans l'hémisphère pour renforcer davantage les normes de transparence et d'accès à l'information pour le bénéfice des citoyennes et citoyens dans la région. Le panel « Réflexions sur les expériences nationales » sera modéré par l'experte María José Méndez, consultante d'EUROSociAL+. Y participeront Caroline Maynard (Canada), Commissaire à l'information; Gloria de la Fuente (Chili), présidente du Conseil pour la transparence; et le sénateur Ranard Eric Henfield (Bahamas), vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas. Il promouvra l'échange de bonnes pratiques législatives pour la transparence et l'accès à l'information, des aspects figurant dans la [Boîte à outils sur la transparence législative](#) élaborée par ParlAmericas, EUROsociAL+ et le RTA.

Concernant cette boîte à outils, Felice Zaccheo, Chef d'unité pour le Mexique, l'Amérique centrale, les Caraïbes et les opérations régionales, Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne, a signalé qu'elle contient de nombreuses contributions de législatures européennes, comme le Parlement européen, de l'Estonie, du Royaume-Uni, de la Géorgie, de l'Italie, de l'Espagne, de la France et de la Norvège, ainsi que « des contributions utiles de législatures d'Amérique latine et d'autres régions du monde, ce qui en fait un véritable effort international pour la gestion de la connaissance et l'échange de meilleures pratiques ».

La sénatrice Bertha Alicia Caraveo Camarena (Mexique), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, a souligné : « Pour ParlAmericas, la transparence et l'accès à l'information sont des piliers du parlement ouvert. C'est pourquoi ces sujets sont au cœur de notre agenda institutionnel. Il est fondamental de proposer ce type de dialogue informé aux parlementaires d'Amérique et

des Caraïbes, où ils peuvent se familiariser avec la loi-type et renforcer la collaboration avec les organes garants des questions d'accès à l'information. »

Gabriel Delpiazzo Antón, président du RTA, a déclaré qu'« avec des parlements plus transparents, on observe une plus grande participation citoyenne, la confiance est restaurée et la société est plus démocratique ».

La membre du parlement Ana Lucia Delgado (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, a expliqué : « Adopter ou mettre à jour des lois sur l'accès à l'information publique est une tâche que nous ne pouvons pas remettre à plus tard car elle répond à nos engagements pour la transparence et l'ouverture. Disposer de connaissances de première main sur les propositions et les normes élaborées par l'OEA est une excellente occasion pour nous, parlementaires des Amériques et des Caraïbes, de développer nos compétences en la matière. »

Le programme du webinaire est disponible via [ce lien](#).

Pour plus d'informations sur notre travail, rendez-vous sur nos sites web et réseaux sociaux respectifs : ParlAmericas ([site web](#) et [Twitter](#)); RTA ([site web](#) et [Twitter](#)) et EUROsociAL+ ([site web](#) et [Twitter](#)).

-30-

ParlAmericas est une institution promouvant la diplomatie parlementaire au sein du système interaméricain. Composée des 35 législatures nationales en Amérique du Nord, du Centre et du Sud, ainsi que des Caraïbes, ParlAmericas promeut un dialogue politique coopératif, facilite l'échange de meilleures pratiques et produit des ressources personnalisées pour aider les parlementaires dans leur travail. Le Secrétariat international de ParlAmericas siège à Ottawa, au Canada. Pour plus d'informations, rendez-vous sur www.parlamericas.org ou écrivez à info@parlamericas.org.

Le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA) a été créé en 2011. Cette organisation comporte 38 organes en Amérique latine et en Espagne, chargés de garantir le droit à l'accès à l'information publique. Sa mission est de maintenir un espace permanent et officiel de dialogue, de coopération et d'échange de connaissances et d'expériences entre ses membres.

EUROsociAL+ est un programme de coopération entre l'Union européenne et l'Amérique latine. Il contribue à réduire les inégalités, à augmenter la cohésion sociale et à renforcer les institutions dans 19 pays d'Amérique latine en appuyant leur processus d'élaboration, de réforme et de mise en œuvre de politiques publiques. Son action cible la gouvernance démocratique, l'égalité des genres et les politiques sociales. La transparence législative est l'un des axes travail du domaine de la gouvernance démocratique.